



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2014

Exercice social | Du 1^{er} janvier au 30 juin

SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	3
COMPTES SEMESTRIELS RESUMES	7
1. Etat de la situation financière consolidée	7
2. Compte de résultat consolidé	8
3. Tableau de flux de trésorerie	9
4. Variation des capitaux propres part du groupe	10
5. Annexes des comptes consolidés	11
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	19
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	20

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Le Conseil d'administration de la société s'est réuni en date du 10 septembre 2014 sous la Présidence de Monsieur Christian Aubert, afin de procéder à l'examen des comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2014 pour l'activité au cours du premier semestre 2014. Ces chiffres sont présentés selon les normes IFRS.

Commentaires généraux sur l'activité

Au cours du premier semestre 2014, le groupe Aubay a réalisé de bons résultats dans un contexte économique européen qui demeure sans croissance. Le groupe affiche à la fois une progression de son chiffre d'affaires et de sa rentabilité opérationnelle. Ce semestre a vu la confirmation de la bonne intégration des deux dernières acquisitions (Aedian et BSC) et du redressement de leurs marges respectives. La forte expertise technique dont jouit le groupe dans les métiers de la banque/finance/assurance demeure certainement un positionnement opportun dans le contexte actuel.

Les efforts déployés sur le recrutement ont permis d'enclencher une bonne dynamique puisque l'évolution des effectifs est redevenue positive trimestre après trimestre. Au 30 juin 2014, l'effectif total du groupe s'élève à 3 424 collaborateurs.

La France a vu son chiffre d'affaires progresser de plus de 30% bénéficiant d'un excellent positionnement et d'une demande robuste de ses principaux clients. Le groupe continue de gagner des parts de marché, en particulier dans ses domaines de prédilection, banque et assurance.

A l'international, l'Italie sous l'effet d'une croissance retrouvée en termes d'effectifs, confirme mois après mois l'amélioration de son activité (+20%). Le volume des affaires en cours de négociation est toujours important, ce qui devrait permettre un retour dans quelques trimestres aux excellentes performances historiques. La péninsule ibérique enregistre à nouveau le meilleur taux de croissance interne du groupe (+9%) confirmant ainsi son net redressement. Le groupe accentue ses efforts commerciaux sur cette zone pour profiter à plein de la reprise qui se dessine. L'activité au Luxembourg se maintient tandis qu'elle reste toujours faible en Belgique.

Comme prévu, la rentabilité opérationnelle courante, avec un calendrier identique à 2013, s'établit à un chiffre équivalent à celui atteint l'an dernier, à 6,4%. Le ROC progresse quant à lui de 24,7% soit légèrement plus rapidement que le chiffre d'affaires, à 7.624 K€. Cette bonne performance est la résultante à la fois d'un taux de productivité qui se maintient à un niveau élevé de 92% et d'un strict contrôle des coûts de structure.

Au 30 juin 2014, la dette nette ressort à 16,5 M€ après la prise en compte d'une trésorerie disponible de 8,0 M€. Cette augmentation provient principalement d'une variation négative du BFR liée à la saisonnalité. Il est à noter la souscription d'un nouvel emprunt de 3,0 M€ au cours du semestre.

Les principaux résultats sont ainsi résumés dans les tableaux ci-dessous :

En K€	30/06/2014	30/06/2013	Var.
Chiffre d'affaires	119 693	97 154	23,2%
Autres produits de l'activité	112	133	
Achats consommés et charges externes	(25 083)	(21 028)	
Charges de personnel	(85 837)	(69 220)	
Impôts et taxes	(1 292)	(997)	
Dotations aux amortissements et provisions	(520)	(378)	
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	-	-	
Autres produits et charges d'exploitation	551	451	
Résultat opérationnel courant	7 624	6 115	24,7%
En % du CA	6,4%	6,3%	
Autres produits et charges opérationnels	(875)	(528)	
Résultat opérationnel	6 749	5 587	20,8%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			
Coût de l'endettement net	(561)	(385)	
Autres produits et charges financiers	199	246	
Résultat financier	(362)	(139)	
Charges d'impôt	(2 755)	(2 406)	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences			
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	3 632	3 042	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net	3 632	3 042	19,4%
Part du groupe	3 596	2 978	20,8%
Intérêts minoritaires	36	64	

En M€	30/06/2014		30/06/2013		31/12/2013	
	CA	ROP* % marge	CA	ROP* % marge	CA	ROP* % marge
Groupe	119,7	6,4%	97,2	6,3%	211,1	8,3%
France	75,1	7,2%	57,2	8,2%	128,6	10,7%
International	44,6	6,6%	40,0	5,6%	82,5	6,1%
Corporate		(0,6%)		(0,8%)		(0,6%)

*Résultat Opérationnel Courant

Effectif fin de période	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
France	1 962	1 509	1 913
BéluX	272	280	279
Italie	956	915	929
Espagne	234	208	216
Total	3 424	2 912	3 337

Résultats du Groupe

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2014 s'établit à 119,7 M€ en croissance de 23,2% par rapport au 97,2 M€ du premier semestre 2013.

Le résultat opérationnel courant atteint 7 624 K€ contre 6 115 K€ au premier semestre 2013, en hausse de 24,7%, soit un taux de marge de 6,4% vs 6,3% un an plus tôt.

En France, le chiffre d'affaires s'élève à 75,1 M€ vs 57,2 M€ en 2013 en croissance de 31,3%. La rentabilité opérationnelle courante a progressé en valeur et s'élève à 5,4 M€ vs 4,7 M€ soit 7,2% du chiffre d'affaires contre 8,2% un an plus tôt.

A l'international, le chiffre d'affaires s'établit au 30 juin 2014 à 44,6 M€ en progression de 11,5% contre 40,0 M€ à la fin du 1^{er} semestre 2013. La rentabilité opérationnelle quant à elle progresse en gagnant 1 point pour atteindre 6,6%.

L'activité du semestre a été marquée :

- par une importante croissance en Italie +20% et un niveau de marge qui s'améliore comme prévu puisqu'il passe de 5,6% à 7,1%;
- par une décroissance du chiffre d'affaires de près de 7% sur la zone Belgique-Luxembourg avec une rentabilité opérationnelle stable à 5% ;
- par une accélération de la croissance interne du chiffre d'affaires sur la zone Espagne/Portugal (+9%) et une marge opérationnelle courante stable à 7,3%.

Les autres produits et charges opérationnels constituent une charge pour 875 K€ dont la moitié provient de la rationalisation des locaux en France. Cette rationalisation permettra de générer à l'avenir une économie d'environ 500 K€ par an. Le solde est constitué principalement de coûts de restructuration liés à l'intégration des acquisitions dernièrement réalisées.

Le résultat opérationnel s'établit donc à 6 749 K€ en hausse de 20,8% contre 5 587 K€ un an plus tôt.

Le résultat financier enregistre une charge de 362 K€ vs 139 K€ en 2013. L'augmentation est liée à la hausse de l'endettement brut qui s'élève à 24,4 M€ à comparer à 16,2 M€ au 30 juin 2013.

La charge d'impôt s'élève à 2 755 K€ dont 2 771 K€ d'impôts exigibles (2 324 K€ au S1 2013) soit un taux facial d'impôt effectif de 43%, stable d'une année sur l'autre. Les impôts exigibles se décomposent en 1 579 K€ de CVAE/IRAP et 1 171 K€ d'impôts sur les bénéfices.

Le résultat net atteint dès lors 3 632 K€ au premier semestre 2014 soit 3,0% du chiffre d'affaires (contre 3 042 K€ au premier semestre 2013) en croissance de 19,4%. Le résultat par action s'élève quant à lui à 0,28 euros pour les 12 993 679 actions (nombre d'action total déduction faite de l'autodétention) à comparer aux 0,23 euros pour les 13 003 635 actions à la fin du premier semestre 2013.

Analyse de la situation financière consolidée

Le total du bilan consolidé au 30 juin 2014 s'établit à 206 M€ contre 208 M€ au 31 décembre 2013. Les principales variations sont les suivantes :

Les **écarts d'acquisition** s'élèvent à 71 972 K€ vs 70 618 K€. La différence (1 354 K€) se justifie par l'ajustement du goodwill Aedian (cf. Notes annexes Bilan).

Les **créances clients** nettes (déduction des produits constatés d'avance) s'établissent à 73,3 M€ au 30 juin 2014 à comparer à 70 M€ au 31 décembre. L'augmentation du poste client est conjoncturel ce qui entraîne une augmentation du délai moyen d'encaissement (DSO) qui ressort à 92 jours vs 87 au 31 décembre 2013.

La trésorerie **disponible** s'établit à 8,0 M€ contre 13,8 M€ six mois plus tôt.

La situation nette d'un montant de 92,0 M€ augmente de 2 M€ d'un exercice à l'autre. Les principales variations sont les suivantes :

- Prise en compte du résultat net bénéficiaire de 3,6 M€,
- Versement d'un dividende aux actionnaires pour 1,3 M€,

La dette financière brute s'élève à 24,4 M€ contre 23,2 M€ au 31 décembre 2013. Au cours du semestre, il a été tiré une nouvelle ligne de 3 M€. Celle ligne est amortissable sur une période de 5 ans qui débutera après un différé d'amortissement de 2 ans.

Organisation

Le premier semestre n'a pas connu de modification particulière d'organisation au sein du groupe Aubay.

Rachat de minoritaires, prise de participation ou cession d'entreprise, fusion

Rachats de Minoritaires

Conformément aux engagements pris lors de la prise de contrôle de la société BlueSof Consulting, en avril 2013, 15% du capital de cette dernière a été racheté au cours du premier semestre par Aubay Italia, portant le niveau de détention de cette dernière à 75%. Pour rappel, le solde de capital non détenu fait l'objet d'engagements croisés de rachat au terme des exercices 2014 et 2015.

En outre, 19.499 actions AEDIAN qui faisaient également l'objet de promesses réciproques d'achat/vente au bénéfice de AUBAY (ces actions, issues de plans d'actions gratuites, demeuraient « indisponibles » jusqu'en juin 2014), ont été rachetées portant la détention de AUBAY dans le capital à la totalité des actions émises par AEDIAN, soit, 1 657 973 actions.

Prise de participation

Aucune prise de participation n'a été opérée au cours du premier semestre 2014 au sein du groupe Aubay.

Cessions de Participation/Cession de branches d'activités

AUBAY a poursuivi son désengagement financier dans le capital de la société OCTO TECHNOLOGY et détenait au 30 juin 2014 environ 3 % du capital de cette dernière.

Aucune autre opération de cette nature n'est intervenue au cours du premier semestre 2014.

Fusion

Aucune fusion n'est intervenue au sein du groupe au cours du premier semestre 2014.

Principaux Risques et Incertitudes pour les Six Mois Restant de l'Exercice

Les facteurs de risques tels que présentés dans le document de référence publié par la société et déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 11 avril 2014 sous le numéro D.14-0345, n'ont pas subi d'évolution sensible au cours du semestre écoulé.

Evénements Importants Intervenues depuis le 30 Juin 2014

Aucun évènement particulier susceptible d'emporter un effet significatif pour le groupe n'est intervenu depuis le 30 juin 2014.

Perspectives pour l'exercice 2014

Le niveau d'activité en juillet et août a été excellent et le taux de productivité sur l'ensemble du trimestre atteindra un niveau historiquement élevé.

En conséquence, les objectifs affichés en début d'exercice d'une croissance largement positive du chiffre d'affaires et d'un résultat opérationnel courant de plus de 20 M€ sont confirmés.

Le Conseil d'administration

COMPTES SEMESTRIELS RESUMES

1. Etat de la situation financière consolidée

ACTIF (en K€)	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Ecart d'acquisition	71 972	70 618	70 095
Immobilisations incorporelles	23 786	23 995	14 536
Immobilisations corporelles	3 166	2 991	2 575
Titres mis en équivalence	-	-	-
Autres actifs financiers	2 578	2 455	5 946
Impôts différés actifs	1 733	1 717	966
Autres actifs non courants			69
ACTIF NON COURANT	103 235	101 776	94 187
Stocks et en-cours	-	5	-
Clients et comptes rattachés	76 327	76 651	65 258
Autres créances et comptes de régularisation	18 481	16 230	12 164
Valeurs mobilières de placement	728	156	675
Disponibilités	7 255	13 673	8 297
ACTIF COURANT	102 791	106 715	86 394
TOTAL DE L'ACTIF	206 026	208 491	180 581

PASSIF (en K€)	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Capital	6 510	6 500	6 592
Prime d'émission et réserves consolidées	81 314	73 771	76 067
Résultats net part du groupe	3 596	9 022	2 978
Capitaux propres - part du groupe	91 420	89 293	85 637
Intérêts minoritaires	659	631	949
CAPITAUX PROPRES	92 079	89 924	86 586
Emprunts et dettes financières : part à + d'un an	20 259	17 580	9 837
Impôts différés passifs	2	2	2
Provisions pour risques et charges	1 570	1 614	1 095
Autres passifs non courants	1 562	2 499	2 493
PASSIF NON COURANT	23 393	21 695	13 427
Emprunts et dettes financières : part à - d'un an	4 180	5 655	6 403
Fournisseurs et comptes rattachés	16 798	17 830	14 576
Autres dettes et comptes de régularisations	69 576	73 387	59 589
PASSIF COURANT	90 554	96 872	80 568
TOTAL DU PASSIF	206 026	208 491	180 581

2. Compte de résultat consolidé

En K€	30/06/2014	%	30/06/2013	%	31/12/2013	%
Chiffre d'affaires	119 693	100%	97 154	100%	211 092	100%
Autres produits de l'activité	112	-	133	-	238	-
Achats consommés et charges externes	(25 083)	-	(21 028)	-	(43 841)	-
Charges de personnel	(85 837)	-	(69 220)	-	(147 857)	-
Impôts et taxes	(1 292)	-	(997)	-	(2 183)	-
Dotations aux amortissements et provisions	(520)	-	(378)	-	(1 200)	-
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	-	-	-	-	-	-
Autres produits et charges d'exploitation	551	-	451	-	1 213	--
Résultat opérationnel courant	7 624	6,4%	6 115	6,3%	17 462	8,3%
Autres produits et charges opérationnels	(875)	-	(528)	-	(1 499)	-
Résultat opérationnel	6 749	5,6%	5 587	5,8%	15 963	7,6%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Coût de l'endettement net	(561)	-	(385)	-	(899)	-
Autres produits et charges financiers	199	-	246	-	290	-
Résultat financier	(362)	-	(139)	-	(609)	-
Charges d'impôt	(2 755)	43%*	(2 406)	44%*	(6 294)	41%*
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences	-	-	-	-	-	-
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	3 632	-	3 042	-	9 060	-
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	-	-	-
Résultat net	3 632	3,0%	3 042	3,1%	9 060	4,3%
Part du groupe	3 596	-	2 978	-	9 022	-
Intérêts minoritaires	36	-	64	-	38	-
Nombre moyen pondéré d'actions	12 993 679	-	13 003 635	-	13 114 209	-
Résultat par action	0,28	-	0,23	-	0,69	-
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	13 109 307	-	13 075 035	-	13 203 609	-
Résultat dilué par action	0,27	-	0,23	-	0,68	-

* Taux facial d'impôts

** Dont CVAE et IRAP pour 1,6 M€.

3. Tableau de flux de trésorerie

En K€	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	3 632	3 042	9 060
Résultat des mises en équivalences	-	-	-
Dotations nettes aux amortissements et provisions	703	14	(1 303)
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	6	(502)	(502)
Autres produits et charges calculés	-	-	(5)
Produits de dividendes	(53)	(42)	(46)
Plus et moins-values de cession	53	34	119
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	4 341	2 546	7 323
Coût de l'endettement financier net	561	385	915
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	2 755	2 406	6 294
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	7 657	5 337	14 532
Impôts versés (B)	(3 898)	(2 131)	(6 578)
Variation du B.F.R lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages aux personnels) (C)	(7 236)	(43)	3 872
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	(3 477)	3 163	11 826
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(791)	(420)	(1 265)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	61	19	40
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		(4 337)	-
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	69	18	253
Variation des prêts et avances consenties	(90)	(17)	(19)
Incidence des variations de périmètre	(955)	(2 928)	(14 597)
Dividendes reçus	53	42	46
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)	(1 653)	(7 623)	(15 542)
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		-	
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options	134	-	
Rachats d'actions propres en vue d'annulation		(853)	(1 011)
Rachats et reventes d'actions propres	(53)	-	(1 049)
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :		-	
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(1 301)	(1 045)	(2 347)
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-	
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	2 988	2 000	19 176
Remboursement dettes financières	(2 505)	(1 398)	(11 348)
Intérêts financiers nets versés	(560)	(428)	(862)
Autres flux	105	-	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financements (F)	(1 192)	(1 724)	2 559
Incidence des variations des cours des devises (G)		-	
Variation de trésorerie nette (D+E+F+G)	(6 322)	(6 184)	(1 157)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	13 816	14 973	14 973
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	7 484	8 789	13 816

4. Variation des capitaux propres part du groupe

	Capital social	Primes d'émission et réserves consolidées	Rnpg	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 1er janvier 2014	6 500	73 772	9 022	89 293	631	89 924
Augmentation de capital	10	124	-	134	-	134
Paievements fondés sur des actions	-	6	-	6	-	6
Dividendes	-	(1 301)	-	(1 301)	-	(1 301)
Affectation du résultat	-	9 022	(9 022)	0	-	0
Résultat net de l'exercice	-	-	3 596	3 596	36	3 632
Variation titres d'autocontrôle	-	(60)	-	(60)	-	(60)
Variation de périmètre	-	-	-	0	-	0
Flux liés aux titres mis en équivalences	-	-	-	0	-	0
Autres mouvements	-	(248)	-	(248)	(8)	(256)
Capitaux propres au 30 juin 2014	6 510	81 315	3 596	91 420	659	92 079

	Capital social	Primes d'émission et réserves consolidées	Rnpg	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 1er janvier 2013	6 592	72 092	6 678	85 360	1 001	86 361
Augmentation de capital	-	-	-	0	-	0
Paievements fondés sur des actions	-	(502)	-	(502)	-	(502)
Dividendes	-	(1 045)	-	(1 045)	-	(1 045)
Affectation du résultat	-	6 678	(6 678)	0	64	64
Résultat net de l'exercice	-	-	2 978	2 978	-	2 978
Variation titres d'autocontrôle	-	(839)	-	(839)	-	(839)
Variation de périmètre	-	-	-	0	(93)	(93)
Flux liés aux titres mis en équivalences	-	-	-	0	-	0
Océane	-	-	-	0	-	0
Autres mouvements	-	(315)	-	(315)	(23)	(338)
Capitaux propres au 30 juin 2013	6 592	76 069	2 978	85 637	949	86 586

Produits et charges comptabilisés en capitaux propres

Résultat net et gain et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Ecarts de conversion			
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-126	-32	
Eléments qui seront reclassés en résultat			
Ecarts actuariels sur régime de retraite	-50	52	-10
Autres incidences			
Eléments qui ne seront pas reclassés en résultat	-176	20	-10
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe	-176	20	-10
Résultat net rappel	3 632	9 060	3 042
Gains et pertes comptabilisés en capitaux propres part groupe	-176	20	-10
Résultat global part groupe	3 582	9 080	3 032

5. Annexes des comptes consolidés

Règles et méthodes comptables

Le Groupe Aubay établit ses comptes consolidés en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) en vigueur au 30 juin 2014 telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Les comptes intermédiaires sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour l'établissement des comptes annuels. Les comptes semestriels consolidés résumés du premier semestre 2014 ont été préparés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils n'incluent pas toutes les informations requises pour les comptes annuels et doivent être lus conjointement avec le rapport annuel 2013.

Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels au 31 décembre 2013. Les normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2014 n'ont pas d'impact sur les comptes du Groupe Aubay.

Les états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration du 10 septembre 2014.

Méthodes de consolidation : La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des sociétés dans lesquelles Aubay exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif. Ce contrôle exclusif s'apprécie en fonction de la majorité des droits de vote, ou de l'exercice contractuel ou de fait de la direction opérationnelle.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée aux états financiers des sociétés desquelles Aubay exerce une influence notable sans toutefois exercer un contrôle exclusif. La comptabilisation par mise en équivalence implique la constatation dans le compte résultat de la quote-part de résultat de l'année de l'entreprise associée. La valeur comptable de la participation est ajustée du montant cumulé de sa quote-part des variations postérieures à l'acquisition des capitaux propres. La participation du groupe comprend le goodwill.

Principes d'arrêtés des comptes : Toutes les sociétés sont consolidées sur la base des comptes semestriels arrêtés le 30 juin 2014 et retraités, le cas échéant, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe. Les sociétés entrantes dans le périmètre sont consolidées au moment du transfert juridique des titres acquis, il en est de même pour les sociétés sortantes. A cet effet, un arrêté comptable des sociétés acquises est réalisé.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères : Toutes les sociétés consolidées étant dans la zone euro, il n'existe pas d'écart de conversion.

Écarts d'acquisition : L'écart d'acquisition constaté lors d'une prise de participation correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la part du Groupe dans l'actif net retraité de la société acquise. Cette différence de valeur se répartit entre :

- (1) Les écarts d'acquisitions afférents à certains éléments identifiables du bilan qui sont reclassés dans les postes appropriés et suivent les règles comptables qui leur sont propres.
- (2) L'écart d'acquisition pour le solde non affecté.

L'écart d'acquisition négatif est porté au passif du bilan parmi les provisions pour risques et charges.

Les écarts d'acquisition sont soumis à un test de valeur annuel fondé sur la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (DCF) et complété par un test de cohérence avec les valeurs de marché. Le test de valeur consiste en l'évaluation de la valeur recouvrable de chaque entité générant ses flux propres de trésorerie (Unités Génératrices de Trésorerie). L'évaluation de la valeur recouvrable de chaque UGT est effectuée sur la base de paramètres issus du processus budgétaire et prévisionnel, étendus sur un horizon de 5 ans, incluant des taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables. Le taux d'actualisation appliqué s'établit à 9%, unique sur l'ensemble des UGT (zone euro). Le taux de croissance à l'infini est fonction du potentiel de croissance des différentes UGT et est compris entre 2,5% et 5%. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur calculée est comptabilisé en « Autres produits et charges opérationnels ».

Les frais d'acquisition que le groupe supporte dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en « autres produits et charges opérationnels » sur la période durant laquelle ils sont encourus.

Les engagements d'achat d'intérêts minoritaires (regroupement d'entreprises) sont assimilés à un rachat d'actions et sont à enregistrer en dette opérationnelle avec pour contrepartie une réduction des intérêts minoritaires l'année de leurs comptabilisations. Les montants comptabilisés sont calculés en fonction des engagements pris, principalement sur des multiples de résultat des filiales concernés. Les variations de dettes d'une année sur l'autre liées à d'éventuels changements d'estimations ont pour contrepartie les « autres produits et charges opérationnels ».

Frais de recherche et développement : Les frais de recherche et de développement des applications et des produits sont comptabilisés en charge au cours de l'exercice où ils sont encourus, sauf lorsqu'ils remplissent un certain nombre de critères conformément à l'IAS 38 :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- l'intention de l'entreprise d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre,
- la capacité de l'entreprise à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle,
- la capacité de cette immobilisation incorporelle à générer des avantages économiques futurs,
- le fait que l'entreprise dispose des ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle,
- la capacité de l'entreprise à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Licences et logiciels : Les licences et logiciels sont amortis linéairement sur une durée ne pouvant excéder 5 ans à l'exception des logiciels standards de faible valeur qui sont amortis prorata temporis sur l'exercice d'acquisition.

Immobilisations corporelles :

- (1) Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties sur une durée correspondant à leur période prévisible d'utilisation.
- (2) Sauf exception, les plans d'amortissement sont les mêmes que ceux retenus pour les comptes sociaux (hors élément dérogatoire d'origine fiscale).

Le mode d'amortissement principal est le mode linéaire :

Constructions	20 ans
Agencements et installations	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	3 à 5 ans

Créances d'exploitation

- (1) Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont appréciées individuellement et, le cas échéant, font l'objet d'une provision pour dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Trésorerie : La trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles à la vente et qui ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur à court terme. Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition.

Auto-contrôle : Les actions Aubay détenues par la société mère viennent en diminution des capitaux propres consolidés. En cas de cession, le résultat est neutralisé en variation des capitaux propres.

Subventions : Conformément à l'IAS 20, les subventions d'exploitation sont incluses dans le poste « Autres produits et charges d'exploitation ».

Provisions : Le groupe applique les dispositions de l'IAS 37. Cette norme définit un passif comme un élément du patrimoine ayant une valeur négative pour l'entreprise, c'est-à-dire une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Lors de la comptabilisation d'acquisitions, le groupe peut être amené à comptabiliser des provisions (risques, litiges...) dans le bilan d'ouverture. Ces provisions constituent des passifs qui viennent créer ou augmenter le montant de l'écart d'acquisition. Au-delà du délai d'affectation de 12 mois du bilan d'ouverture, les reprises de provision sans consommation correspondant à des changements d'estimation tels que définis dans les IAS 8 s'effectuent en contrepartie du compte de résultat dans la ligne « Autres produits et charges opérationnels ».

Provisions pour retraite et engagements assimilés : Conformément à l'IAS 19, le groupe comptabilise des avantages à long terme postérieurs au départ à la retraite ou conditionnées par l'accumulation d'années d'ancienneté au sein du groupe tels que les indemnités de départ à la retraite... Ces avantages peuvent revêtir différents types de couvertures :

- Régimes à cotisations définies : en vertu duquel le Groupe verse des cotisations définies auprès d'organismes externes. Les charges sont constatées au fur et à mesure de leur versement.
- Régimes à prestations définies : pour lesquels le Groupe a une obligation vis-à-vis des salariés. Les caractéristiques de ces régimes varient selon la législation et la réglementation applicable dans chacun des pays.

En France, les principales hypothèses actuarielles retenues pour valoriser les obligations liées aux régimes à prestations définies sont les suivantes :

- Age de départ : 67 ans
- Salaire moyen retenu 1/13ème de rémunération annuelle hors primes
- Progression des salaires : 1%
- Charges sociales : 45%
- Taux d'actualisation : 3,17%
- Taux de rotation : table propre à la société
- Taux de survie d'après la table INSEE 2010

En Italie, la provision correspond aux indemnités légales de fin de contrat (TFR ou *Trattamento di Fine Rapporto*). Ces indemnités sont comptabilisées chaque année sur la base d'une quote-part du salaire brut annuel et sont versées aux employés lors de la fin de leur contrat de travail.

En Espagne et en Belgique-Luxembourg, il n'existe pas d'engagements de retraite.

Evaluation et comptabilisation des passifs financiers : Les dettes financières à long terme comprennent essentiellement les emprunts auprès des établissements de crédit, les emprunts obligataires et les engagements de rachats de minoritaires.

Les emprunts obligataires sont évalués à la date de souscription à leur juste valeur, puis comptabilisés jusqu'à leur échéance selon la méthode du coût amorti. A la date de souscription de l'emprunt, la juste valeur correspond à la valeur des flux de décaissement futurs actualisés au taux du marché. En outre, les frais et les éventuelles primes d'émission sont imputés sur la juste valeur de l'emprunt. La différence entre la valeur nominale de l'emprunt et sa juste valeur telle que calculée ci-dessus est inscrite en capitaux propres. A chaque période suivante, la charge d'intérêt comptabilisée en compte de résultat correspond à la charge d'intérêt théorique calculée par application du taux d'intérêt effectif à la valeur comptable de l'emprunt. Le taux d'intérêt effectif est calculé lors de la souscription de l'emprunt et correspond au taux permettant de ramener les flux de décaissements futurs au montant initial de la juste valeur de l'emprunt. La différence entre la charge d'intérêt telle que calculée ci-dessus et le montant nominal des intérêts est inscrit en contrepartie de la dette au passif du bilan.

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires correspond au montant des prestations de services et des ventes de matériels liées aux activités courantes des sociétés consolidées par intégration globale.

Le chiffre d'affaires est facturé sur la base des temps effectifs passés par des consultants dans l'exécution d'un contrat. Les résultats sur les contrats au forfait s'échelonnent sur plusieurs exercices et sont constatés selon la méthode à l'avancement.

Par ailleurs, si le coût de revient prévisionnel d'un contrat s'avère supérieur au chiffre d'affaires contractuel, une provision pour perte à terminaison est constatée lors de la clôture des comptes.

Autres produits et charges opérationnels : Il s'agit de produits ou charges inhabituels, anormaux et de montants significatifs. Ils incluent la charge annuelle des options de souscription d'actions, les coûts de restructuration, les dépréciations des écarts d'acquisition, les plus ou moins-values de cession...

Options de souscriptions d'actions et actions gratuites : La norme IFRS 2 prévoit la comptabilisation en charge de la juste valeur des stock-options dès leur attribution aux salariés ou aux dirigeants. Les plans concernés sont postérieurs au 7 novembre 2002. Les options sont valorisées à l'aide d'un modèle « Black & Scholes », dont les paramètres incluent notamment le prix d'exercice des options, leur durée de vie, le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, les hypothèses de rotation de l'effectif, et le taux d'intérêt sans risque. La valeur exacte des options est figée à leur date d'attribution. Cette valeur est amortie selon le mode linéaire. Les actions gratuites ont été consenties sous conditions de performance. Ces actions font l'objet d'une évaluation à la juste valeur à la date d'octroi.

Impôts sur le résultat : La charge d'impôts est égale à la somme des impôts courants, des impôts différés, de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée sur les Entreprises) et l'IRAP équivalent de la CVAE en Italie. Concernant les impôts différés, il est tenu compte du délai de validité des déficits fiscaux fixé par les législations locales ainsi que des disponibilités d'utilisation des pertes reportables au vu de l'anticipation favorable des entités concernées pour apprécier la recouvrabilité des impôts différés actifs y afférents.

Résultat par action : Le résultat par action de base est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat par action dilué est calculé en divisant le résultat net part du Groupe, retraité du coût financier net d'impôt des instruments dilutifs de dette, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice majoré du nombre moyens d'actions à émettre des instruments dilutifs suivants : options de souscription et actions gratuites dans la monnaie au 30 juin 2014.

Recours à des estimations : L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites ;
- les évaluations retenues pour les tests de valeur ;
- la valorisation des paiements en actions ;
- les évaluations des engagements de rachats des minoritaires.

Ces estimations partent d'hypothèses qui sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Notes annexes au bilan

Evolution du périmètre de consolidation au premier semestre 2014

Au cours du 1^{er} semestre, aucune opération de croissance externe n'a été réalisée. La variation des écarts d'acquisition provient de la ré-estimation d'une provision précédemment constatée dans le bilan d'ouverture au sein de la société AEDIAN sur ses actifs d'impôts.

En K€	Début d'exercice	Acquisition/dotations	Cession/reprises	Fin exercice
Valeur brute	88 395	1 354	-	89 749
Amortissement	(17 777)	-	-	(17 777)
Valeur nette	70 618	1 354	-	71 972

Clients et comptes rattachés

En K€	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Valeur Brute	77 137	65 946	77 461
Dépréciation	(810)	(688)	(810)
Valeur nette	76 327	65 258	76 651
Avances et acomptes reçus			
Produits constatés d'avance et clients créditeurs	(2 893)	(2 366)	(6 599)
Créances clients nettes	73 434	62 892	70 052
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires	92	92	87

Opérations sur actions propres au cours du 1^{er} semestre 2014

Nombre d'actions détenues au 01/01/14	16 640
Acquisitions/Cessions 2014 (en net)	4 977
Nombre d'actions détenues au 30/06/14	21 617

Evolution des provisions

En K€	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Provisions pour litiges	757	589	913
Provisions pour pensions et retraites	813	506	701
Total	1 570	1 095	1 614

Charges d'impôts

En K€	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Impôts exigibles	(2 771)	(2 324)	(5 894)
Impôts différés	16	(82)	(400)
Total	(2 755)	(2 406)	(6 294)

Les impôts exigibles se décomposent en 1,2 M€ d'impôts sur les bénéfices et 1,6 M€ de CVAE et IRAP.

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Impôt différé actif	-	-	-	-
Reports fiscaux déficitaires	1 276	-	-	1 276
-Différences temporaires	441	16	-	457
Total impôt différé actif	1 717	17	-	1 733
Impôt différé passif	-	-	-	-
-Différences temporaires	2	-	-	2
Total impôt différé passif	2	0	0	2

Emprunts, dettes financières et trésorerie

Au 30 juin 2014

En K€	30/06/2014			2013
	Montant	A 1 an au plus	A plus d'un an	Montant
Emprunt bancaire	23 939	3 680	20 259	23 221
Banques créditrices	500	500	-	14
Autres dettes financières	0	0	-	0
DETTES	24 439	4 180	20 259	23 235
Valeurs mobilières de placement	728	728	-	157
Disponibilités	7 255	7 255	-	13 673
DISPONIBILITES	7 983	7 983	0	13 830
ENDETTEMENT NET/TRESORERIE NETTE	(16 456)	(3 803)	20 259	9 405

Au 30 juin 2013

En K€	30/06/2013			2012
	Montant	A 1 an au plus	A plus d'un an	Montant
OCEANE	-	-	-	-
Emprunt bancaire	16 074	6 237	9 837	14 805
Banques créditrices	166	166	-	124
Autres dettes financières	0	0	-	0
DETTES	16 240	6 403	9 837	14 929
Valeurs mobilières de placement	675	675	-	868
Disponibilités	8 297	8 297	-	14 229
DISPONIBILITES	8 972	8 972	0	15 097
ENDETTEMENT NET/TRESORERIE NETTE	(7 268)	(2 569)	9 837	168

Trésorerie (en K€)	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Disponibilités	7 255	8 297	13 673
Placements à court terme	728	675	157
découverts bancaires	(500)	(166)	(14)
Total trésorerie	7 483	8 806	13 816

Engagements hors bilan

Aucun changement significatif ayant affecté les engagements hors bilan n'est à mentionner.

Transactions avec les parties liées

Aucune transaction significative n'a eu lieu au cours du premier semestre 2014.

Notes annexes au compte de résultat

Evolution de l'activité par zone géographique et par secteur

En M€	30/06/2014		30/06/2013		31/12/2013	
	CA	ROP* % marge	CA	ROP* % marge	CA	ROP* % marge
Groupe	119,7	6,4%	97,2	6,3%	211,1	8,3%
France	75,1	7,2%	57,2	8,2%	128,6	10,7%
International	44,6	6,6%	40,0	5,6%	82,5	6,1%
Corporate		(0,6%)		(0,8%)		(0,6%)

*Résultat Opérationnel Courant

Au 30 juin 2014 (en K€)	France	International	Eliminations inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires	75 121	45 001	(429)	119 693
Autres produits de l'activité	-	112	-	112
Achats consommés	(8 052)	(7 632)	343	(15 341)
Charges externes	(4 050)	(5 776)	84	(9 742)
Charges de personnel	(57 361)	(28 476)	-	(85 837)
Impôts et taxes	(1 259)	(33)	-	(1 292)
Dotation aux amortissements	(276)	(227)	-	(503)
Dotation aux dépréciations et provisions	(11)	(6)	-	(17)
Autres produits et charges d'exploitation	551	(2)	2	551
Total résultat opérationnel courant	4 663	2 961	0	7 624
Résultat sur cession de participations consolidées	-	-	-	-
Autres produits et charges opérationnels	(616)	(259)	-	(875)
Total autres produits et charges opérationnels	(616)	(259)	-	(875)
Résultat opérationnel	4 047	2 702	0	6 749

*Comprend les coûts du corporate pour 752 K€

Au 30 juin 2013 (en K€)	France	International	Eliminations inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires	57 230	40 393	(469)	97 154
Autres produits de l'activité	-	133	-	133
Achats consommés	(5 839)	(8 258)	359	(13 738)
Charges externes	(2 929)	(4 476)	115	(7 290)
Charges de personnel	(43 838)	(25 382)	-	(69 220)
Impôts et taxes	(963)	(34)	-	(997)
Dotation aux amortissements	(175)	(201)	-	(376)
Dotation aux dépréciations et provisions	(2)	0	-	(2)
Autres produits et charges d'exploitation	407	49	(5)	451
Total résultat opérationnel courant	3 891	2 224	0	6 115
Résultat sur cession de participations consolidées	-	-	-	-
Autres produits et charges opérationnels	(658)	130	-	(528)
Total autres produits et charges opérationnels	(658)	130	-	(528)
Résultat opérationnel	3 233	2 354	0	5 587

*Comprend les coûts du corporate pour 782 K€

	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Banque	38%	43%	42%
Assurance	26%	18%	22%
Administration	8%	10%	9%
Services/Utilities	12%	10%	9%
Industrie	8%	9%	9%
Télécom	6%	7%	7%
Commerce et Distribution	2%	3%	2%

Charges de personnel

En K€	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Rémunérations du personnel	61 981	48 172	105 406
Charges sociales	23 794	20 999	42 378
Dotation nette aux provisions pour retraite	62	49	73
Total	85 837	69 220	147 857
CA	119 693	97 154	211 092
Ratio Coût perso/CA	71,7%	71,2%	70,0%

Effectif fin de période	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
France	1 962	1 509	1 913
Belgique- Luxembourg	272	280	279
Italie	956	915	929
Espagne	234	208	216
Total	3 424	2 912	3 337

Productif	3 169	2 714	3 077
% productif	93%	93%	92%
Administratifs et commerciaux	255	198	260
Total	3 424	2 912	3 337

Autres produits et charges opérationnelles

En K€	30/06/2013	30/06/2013	31/12/2013
Options de souscription d'actions	(6)	(402)	(596)
Charges non récurrentes	(817)	(126)	(903)
Plus et moins-values de cessions d'actifs	(53)	-	-
Dépréciation d'actifs	-	-	-
Profits/Pertes de réévaluation	-	-	-
Divers	-	-	-
Total	(876)	(528)	(1 499)

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2014

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AUBAY SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 10 septembre 2014

Les Commissaires aux Comptes

CONSTANTIN ASSOCIES

Philippe SOUMAH

BCRH & Associés

Jean-François PLANTIN

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J'atteste que, à ma connaissance, les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice »

Philippe Rabasse

Directeur Général du Groupe Aubay